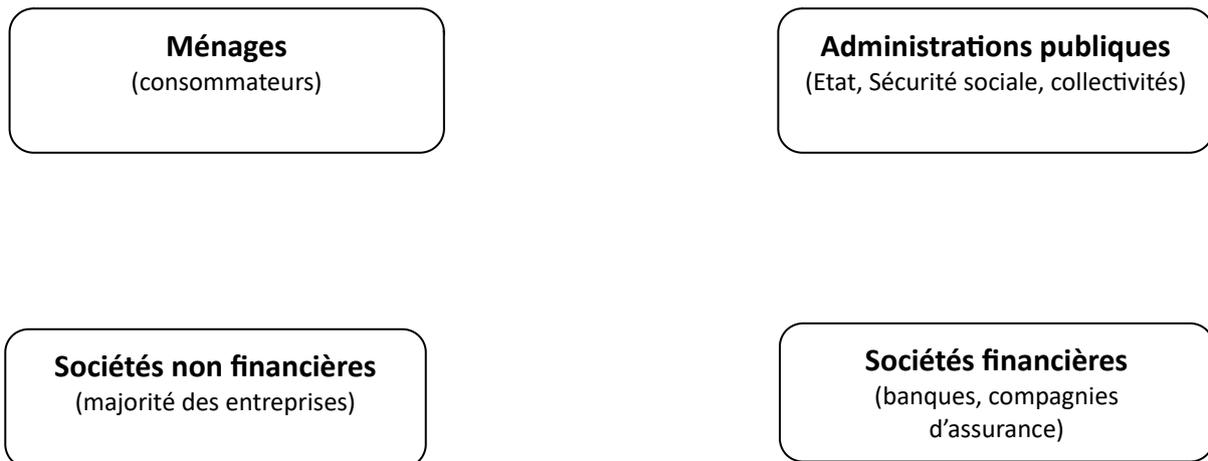


Exercice 1 -Des agents interdépendants aux besoins et capacités de financement différenciés

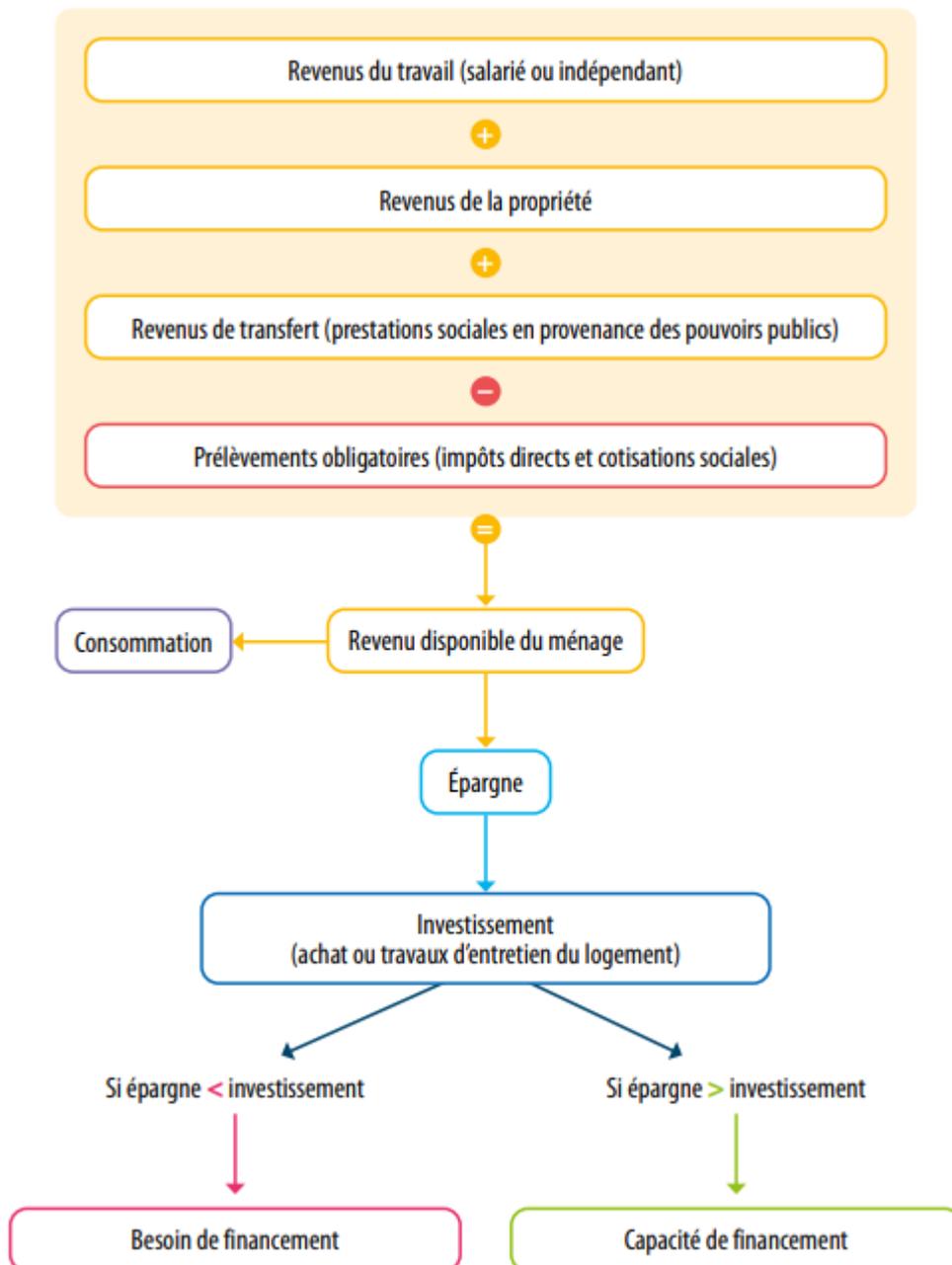


1. **Synthétiser** – Pour chacune des opérations économiques ci-dessous, complétez le schéma, avec des flèches en traits pleins pour les flux réels (flux de biens et services) et des flèches en pointillés pour les flux monétaires.

- ① Alia travaille comme cadre en informatique chez free, qui lui verse un salaire de 3.000€ par mois.
- ② Free verse 2.000€ de cotisations sociales à la sécurité sociale.
- ③ Alia emprunte 10.000 € à la banque pour acheter une voiture qui en coûte 16.000€.
- ④ La fille d'Alia est scolarisée au collège public du secteur.
- ⑤ Alia paye 4.000€ d'impôts sur le revenu
- ⑥ Elle dispose d'un compte d'épargne à la banque à hauteur de 1.000€ rémunérés à 1%.
- ⑦ Free emprunte 10 millions d'euros à la banque pour construire de nouvelles antennes relais.
- ⑧ L'Etat Français qui a réduit ses impôts voit son déficit public augmenter. Il va emprunter sur les marchés financiers en émettant des titres souscrits (achetés) par des banques et compagnies d'assurance.
- ⑨ La fille d'Alia doit être hospitalisée. Ses soins sont pris en charge par l'assurance maladie et sa mutuelle.

2. **Illustrer** – Donnez des exemples où des ménages, des entreprises non financières, et des administrations publiques d'une part dégagent des capacités de financement, et d'autre part doivent combler des besoins de financement.

Exercice 2- le revenu des ménages



Considérons un ménage qui comprend deux adultes actifs, locataires d'un appartement, et qui envisagent d'en acheter un.

1. Placez les éléments suivants, qui correspondent au budget mensuel du ménage, sur le schéma :

- Allocations familiales : 200€
- Paiement à la source de l'impôt sur le revenu : 200€
- Loyer de l'appartement : 1 000€
- Salaires bruts des deux actifs : 3 000€
- Cotisations sociales versées : 800€
- Remboursement de frais de santé : 100€
- Dépenses courantes : 500€
- Intérêts reçus de la banque : 500€.

2. Calculez le revenu disponible, l'épargne du ménage et sa capacité de financement mensuels.

3. Au bout de combien d'années ce ménage pourra-t-il acheter un studio coûtant 100 000€ s'il ne veut pas avoir recours au crédit ?

4. Quelles peuvent être les craintes associées au crédit ?

Exercice 3-Vidéo-EBE

1. Donnez des exemples de charges d'exploitation, dans le cas de la production de jouets
2. Dans quel cas l'EBE peut-il être négatif ? Quelle signification pour l'entreprise ?
3. Pourquoi un EBE positif ne signifie pas forcément que l'entreprise gagne de l'argent ?

Doc 1 - crédits nouveaux aux particuliers

Crédits aux particuliers	Sept 2019	
	Montants accordés (milliards d'euros)	Taux d'intérêt (moyenne, hors assurance)
crédits à l'habitat à long terme à taux fixe	21,7	1,27%
crédits à l'habitat à court terme et crédits à l'habitat à taux variable		1,36%
prêts à la consommation	5,8	3,55%
découverts sur comptes bancaires	n.d.	5,72%

Source : d'après [Banque de France](#)

1. **Calculer** – Calculez de tête un ordre de grandeur de la part des prêts à la consommation accordés en septembre 2019 dans le total des crédits à la consommation et à l'habitat.
2. **Distinguer** – Quel est la différence crédit à taux fixe et crédit à taux variable.
3. **Comparer** - Comparez les taux selon le type de crédit. Pourquoi sont-ils différents ?

Doc 2

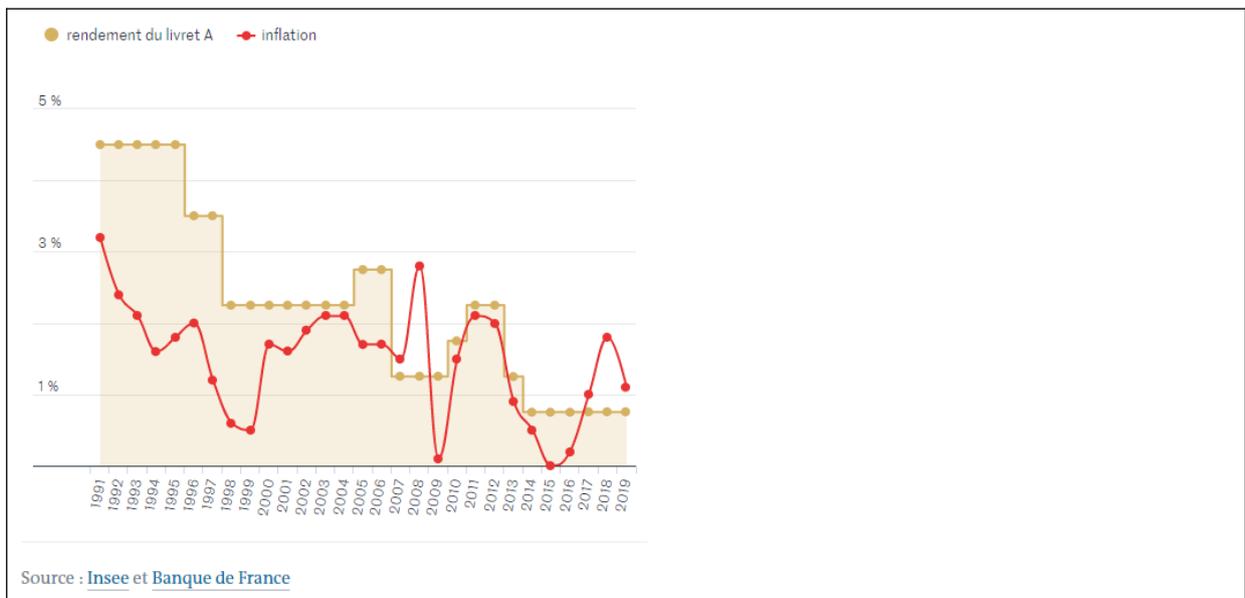
Le taux du Livret A ne couvre même plus l'inflation

EN UN GRAPHIQUE - Le rendement du placement préféré des Français a été supérieur à l'inflation depuis trente ans. Ce n'est plus le cas avec la nouvelle formule.

A compter du 1^{er} février, a annoncé le gouvernement, le taux du Livret A sera abaissé à 0,5 %, son plus bas niveau historique. Une baisse qui ne tient plus compte du retour de l'inflation, autour de 1 % actuellement. Le ministère des finances a en effet confirmé, en avril, que « *le taux du Livret A [n'avait] plus vocation à couvrir celui de l'inflation* ».

Livret A : une rémunération qui ne couvre plus l'inflation

A part en 2008, où l'inflation s'était envolée dans le sillage de l'éclatement de la bulle des subprimes, le rendement du placement préféré des Français a dépassé l'inflation depuis trente ans. Ce n'est plus le cas avec la nouvelle formule.



Selon la [formule de calcul décidée par le gouvernement il y a deux ans](#), le taux devrait être encore plus bas, à 0,23 %. Heureusement pour les ménages, le nouveau système inclut aussi un minimum de 0,5 %, le taux qui entrera en vigueur au 1^{er} février.

Mais les épargnants sont loin d'être protégés. Malgré ce « plancher », le rendement corrigé de l'inflation est négatif. De fait, il l'était déjà depuis 2017... ce qui n'empêche pas les Français de continuer à plébisciter ce placement : 55 millions de livrets A engrangent près de 300 milliards d'euros. (...)

Les banques, qui doivent en même temps rémunérer les Français pour leur épargne, sont donc gagnantes dans cette décision de moins rétribuer les livrets A. L'autre gagnant dans cette décision sont les HLM : 60 % de l'encours des Livrets A sont versés à la Caisse des dépôts pour financer le logement social. Or celle-ci indexe le niveau de ses prêts aux organismes sociaux sur le taux du Livret A. Avec cette baisse, les organismes économiseront plusieurs centaines de millions d'euros par an de charges financières.

Le Monde, [Mathilde Damgé](#), 16 janvier 2020

1. **Calculer** – Caroline a reçu 200 euros, qu'elle souhaite placer sur un livret A, au taux d'intérêt de 0,5% par an. Calculez le montant dont elle disposera si elle y place son argent pendant deux ans.
2. **Expliquer** – Si les prix augmentent de 1% en un an, et que le taux de rémunération du livret A est de 0,5%, comment évolue le pouvoir d'achat des sommes placées sur le livret A ?
3. **Expliquer** – A partir d'un exemple précis, expliquez pourquoi il n'y a économiquement pas de sens à commenter le taux d'intérêt affiché par les banques (taux nominal) sans tenir compte du niveau de l'inflation ?

Doc 3 - Le gros mots de l'éco : "Obligations" (jusqu'à 5min57)



Source : [France24, 2016](#)

1. **Définir** - Comment définir une obligation ?

2. **Analyser** - Qui sont les investisseurs qui peuvent souscrire une obligation (c'est-à-dire financer les agents économiques ayant émis une obligation) ?
3. **Expliquer** - Quels sont les risques que l'on supporte lorsqu'on souscrit une obligation ?
4. **Expliquer** – Pourquoi les Etats émettent-ils des obligations ?

Doc 4 - Une introduction en Bourse, comment ça marche ?



Quand une entreprise a besoin de capitaux, par exemple pour investir ou éponger ses dettes, deux solutions s'offrent à elle : emprunter auprès des banques commerciales ou se financer directement auprès des investisseurs. Alibaba, géant du commerce ligne en Chine, a choisi la seconde solution, en réalisant, vendredi 19 septembre, la plus grande entrée en Bourse de l'histoire.

1. Bourse, actions, dividendes... Petits rappels utiles

La Bourse est un marché où s'échangent des parts du capital d'une entreprise : les actions. L'entreprise est alors directement en contact avec les investisseurs, qui peuvent être des particuliers, des salariés de l'entreprise, des sociétés d'investissement, des compagnies d'assurance, mais aussi des banques. Il existe plusieurs marchés boursiers : celui de New York – géré par l'entreprise NYSE, pour New York Stock Exchange –, celui de Paris - géré par Euronext. (...)

Les parts de capital échangées en Bourse sont donc des actions, c'est-à-dire des titres qui confèrent à leur détenteur – l'actionnaire – la propriété d'une partie du capital de la société, mais aussi le droit de participer à la gestion de la société (il peut voter lors des assemblées générales) et de recevoir une rémunération, distribuée en fonction du bénéfice de l'entreprise : les dividendes. Mais une entreprise peut aussi choisir de réinvestir ses bénéfices sans les distribuer aux actionnaires.

2. Introduction en Bourse, mode d'emploi

Le marché boursier, comme le marché obligataire, est divisé en deux : un marché primaire et un marché secondaire. Lorsque qu'une société est introduite en Bourse, comme Alibaba, ses actions sont cotées pour la première fois sur un marché boursier. Et c'est sur le marché primaire que cette première cotation s'effectue. L'opération est appelée IPO, pour *Initial Public Offering* (offre publique initiale). Une fois les actions émises sur le marché primaire, elles peuvent être revendues à d'autres investisseurs sur le marché secondaire. On qualifie le marché secondaire de « marché de l'occasion » des produits financiers.

Dans le cas d'Alibaba, une partie du capital de la société est mise en vente sur le marché primaire de la Bourse de New York (NYSE). En plus des actions nouvellement émises, les actionnaires actuels, dont Yahoo!, le président et fondateur, Jack Ma, et le vice-président Joseph Tsai, devraient offrir à la vente 320 millions des actions qu'ils possèdent, soit 13 % du capital de la société.

3. Comment fixer le juste prix d'une action ?

Le prix de l'action nouvellement cotée dépend des modalités d'introduction en Bourse choisies par la société. En cas d'offre à prix ferme, la société fixe le prix et le nombre d'actions à l'avance. En cas d'offre à prix ouvert, la société fournit une fourchette de prix à la communauté financière. Le prix ne sera connu qu'au dernier moment et correspond à la demande du marché : plus les acheteurs sont nombreux, plus le prix est élevé.

Confrontée à une forte demande, Alibaba a relevé sa fourchette de prix, entre 66 et 68 dollars par action, le 15 septembre. Ainsi, si un acheteur propose 66 dollars mais que le prix est fixé à 67 dollars, celui-ci ne pourra pas acquérir l'action. Au contraire, s'il avait proposé 68 dollars, il pourra acheter le titre au prix d'introduction, soit 67 dollars.

La capitalisation boursière (ou valorisation boursière) d'une entreprise correspond alors à la somme de la valeur de ses actions cotées en Bourse. Celle d'Alibaba devrait atteindre 163 à 168 milliards de dollars (126 à 130 milliards d'euros) après cette nouvelle ouverture de capital. Davantage que son concurrent américain Amazon (150 milliards de dollars). A titre de comparaison, l'entreprise à la plus forte capitalisation boursière est Apple, avec environ 470 milliards de dollars.

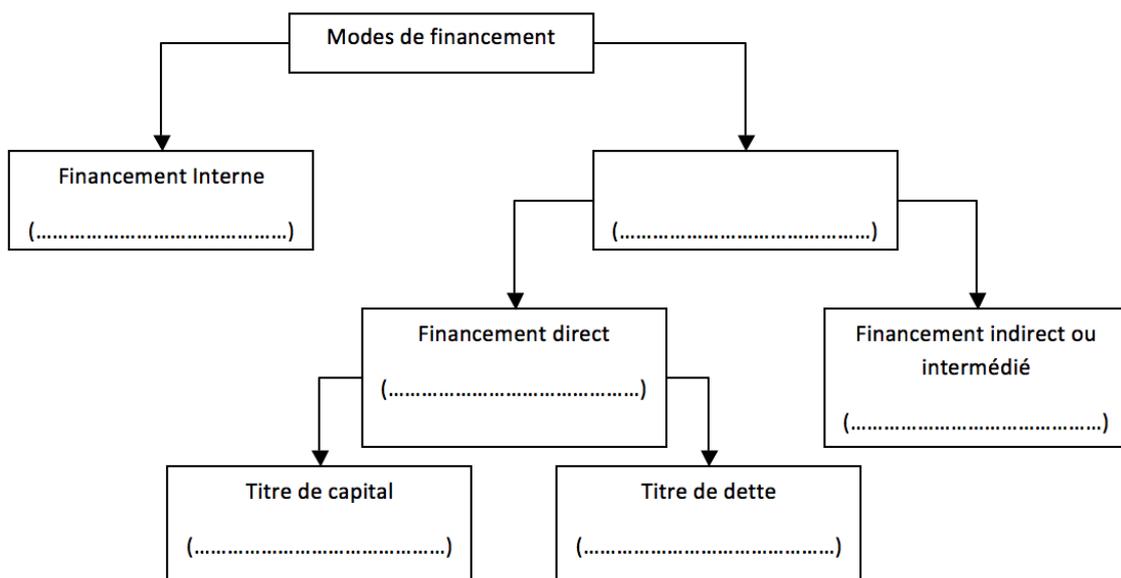
4. Des conditions à respecter pour entrer en Bourse

Une société cotée est soumise à de nombreuses règles auxquelles échappent les sociétés qui ne le sont pas. Elle doit informer le public sur l'état des finances de l'entreprise et se soumettre aux prescriptions du « gendarme » de la Bourse. En France, il s'agit de l'Autorité des marchés financiers ; aux Etats-Unis, c'est la Securities and Exchange Commission qui doit valider l'entrée en Bourse d'Alibaba. Les informations fournies permettent au public d'investir ou non dans la société en connaissance de cause.

Ania Nussbaum et Matthieu Jublin, Le Monde.fr | 19.09.2014 | Par Les Décodeurs

1. **Définir** – Rappelez la définition d'une action et les droits que possèdent les actionnaires.
2. **Expliquer** – pourquoi une entreprise comme Alibaba a-t-elle pu vouloir émettre des actions nouvelles en bourse ?
3. **Illustrer** – Qui sont les agents économiques qui peuvent vouloir acheter des actions en bourse ? Pourquoi ?
4. **Distinguer** – En bourse, quelle est la différence entre le « marché primaire » et le « marché secondaire » des actions ? Peut-on dire que le marché secondaire ne joue aucun rôle dans le financement des entreprises ?
5. **Expliquer** – En vous appuyant sur le cas d'Alibaba, expliquez de quoi peut dépendre la valeur d'une action en bourse.

Schéma de synthèse - Placez dans le schéma ci-dessous les termes suivants : Autofinancement, Crédits bancaires, Marchés financiers, Actions, Obligations.



Doc 5 - Le Bilan de l'entreprise Renault

Le **bilan** d'une entreprise est une **photographie du patrimoine** de l'entreprise à un moment donné (stock).

On met à l'**actif** tout ce qui appartient à l'entreprise (biens et créances) ce qui nous renseigne sur l'utilisation que l'entreprise a faite de ses ressources.

On met au **passif** les capitaux propres et les dettes ce qui nous renseigne sur l'origine des ressources dont l'entreprise a disposé.

Actif (en millions d'euros) = l'utilisation des ressources de l'entreprise		Passif (en millions d'euros) = les ressources de l'entreprise, ses financements	
Immobilisations corporelles (terrains et constructions, matériels et outillages...)	11 504	Capital social (valeur d'émission des actions)	4 448
Titres des filiales (Nissan)	14 199	Bénéfices mis en réserve (non distribués)	18 309
Stocks (dont matières premières et véhicules non vendus)	4 567	Emprunts par émission d'obligations	21 211
Crédits à la clientèle ou aux concessionnaires	19 276	Emprunts bancaires	9 797
Trésorerie et actifs financiers	10 824	Dettes auprès des fournisseurs	6 348
Autres actifs	9 737	Autres passifs	9 994
Total Actif	70 107	Total passif	70 107

Source : d'après Renault, comptes consolidés 2010

- 1. Classer** – Complétez chaque case du schéma précédent en y reportant les montants correspondant des financements qui apparaissent dans la colonne « passif ».
- 2. Expliquer** - A quoi lui servent ces financements (regardez la colonne « actif ») ?

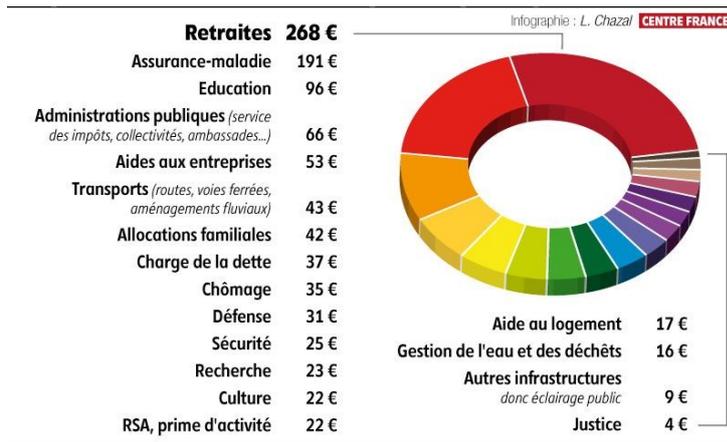
Exercice 4- Du budget de l'état à la dette publique

	2016	2017	évolution 2016-2017 (en % ou en points)
Dépenses publiques (en milliards d'euros)	1.264	1.294	
Recettes publiques (en milliards d'euros)	1.185	1.233	
Déficit public (en milliards d'euros)			
Dette publique (en milliards d'euros)	2.188		
PIB (en milliards d'euros)	2.295	2.353	
déficit public (en % du PIB)			
Dette publique (en % du PIB)			

Source : d'après Insee, comptes nationaux, base 2014.

- 1. Calculer** – Complétez le tableau ci-dessus

Doc 6 – Répartition de 1.000 € de dépenses publiques



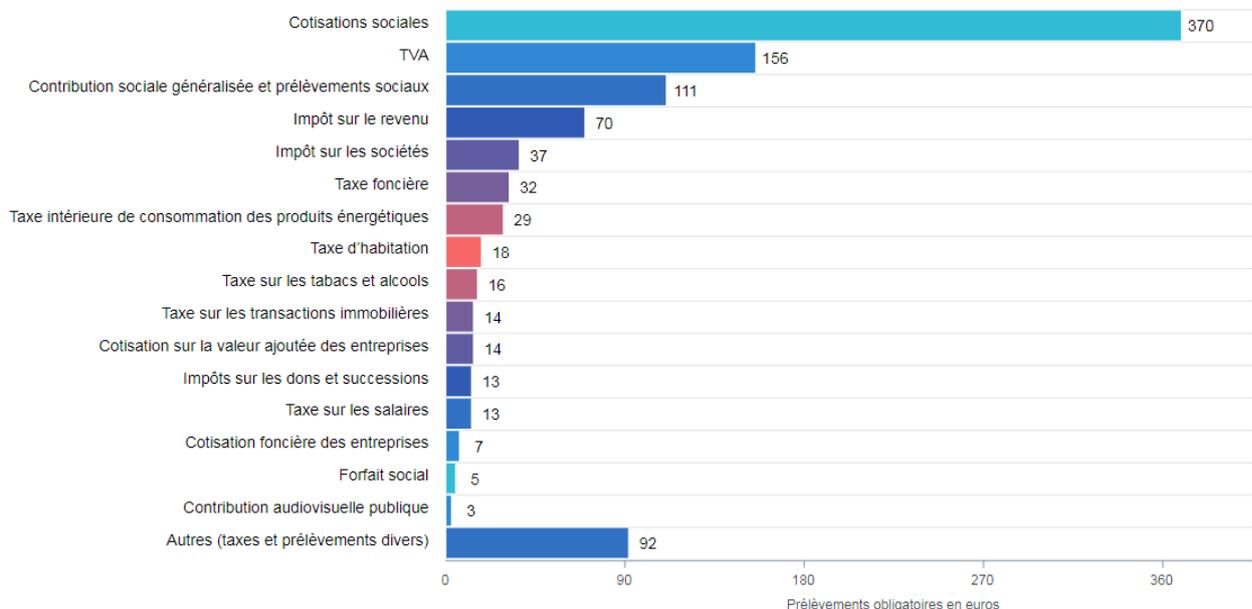
La Montagne, [Dépenses publiques : comment est \(vraiment\) utilisé l'argent des Français ?](#), 18/01/2019

1. **Classer et calculer** – Quelles dépenses correspondent à des prestations sociales versées par la sécurité sociale ? Calculer leurs poids dans le total des dépenses publiques.
2. **Expliquer** – à quoi correspondent les lignes « charge de la dette », « défense », et « sécurité » ?
3. **Expliquer** – De quoi peuvent-être constituées les dépenses d'éducation ?

Doc 7 - Ressources publiques : d'où vient l'argent ?

Afin de remplir leurs missions, les administrations publiques (les services publics exercés par l'Etat, la sécurité sociale et les collectivités territoriales) ont besoin d'être financées. Les principales ressources publiques sont ce que l'on appelle les prélèvements obligatoires : impôts, cotisations et taxes. Les prélèvements obligatoires représentent en France 1 038 milliards d'euros, soit 45,3% du PIB.

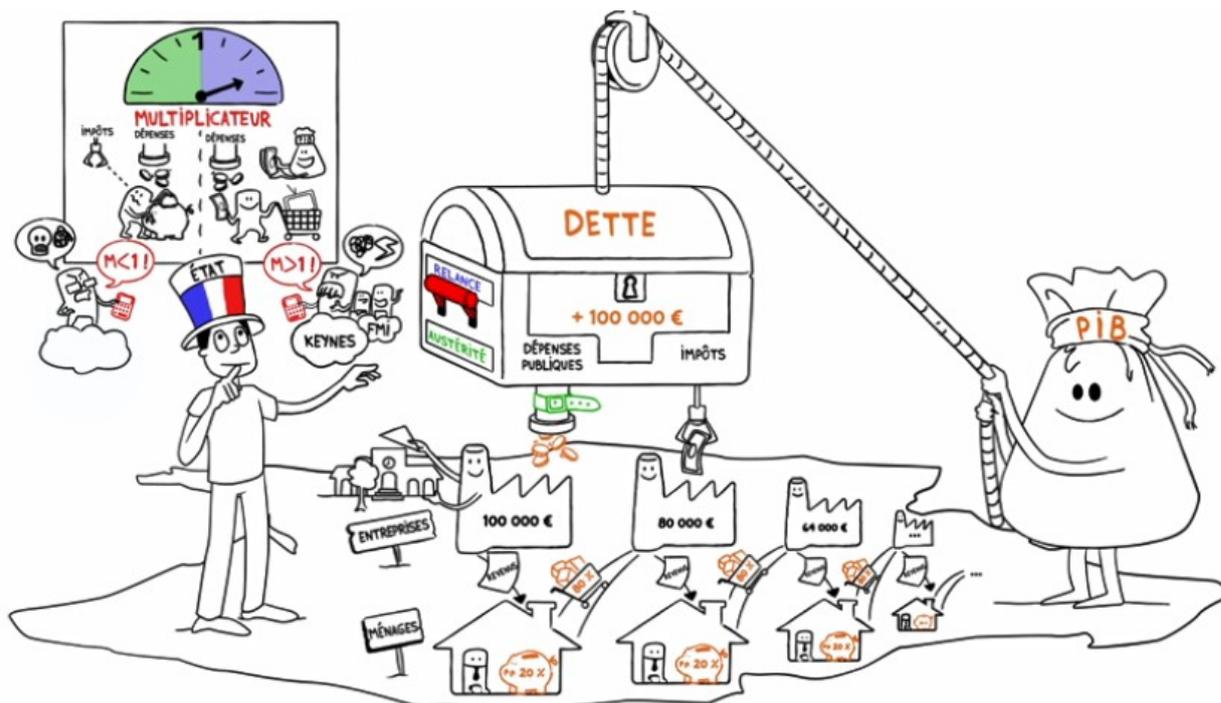
Sur 1000 euros de prélèvements obligatoires payés par les Français



Source : <https://www.aquoserventmesimpots.gov.fr/> (consulté le 10/02/2020)

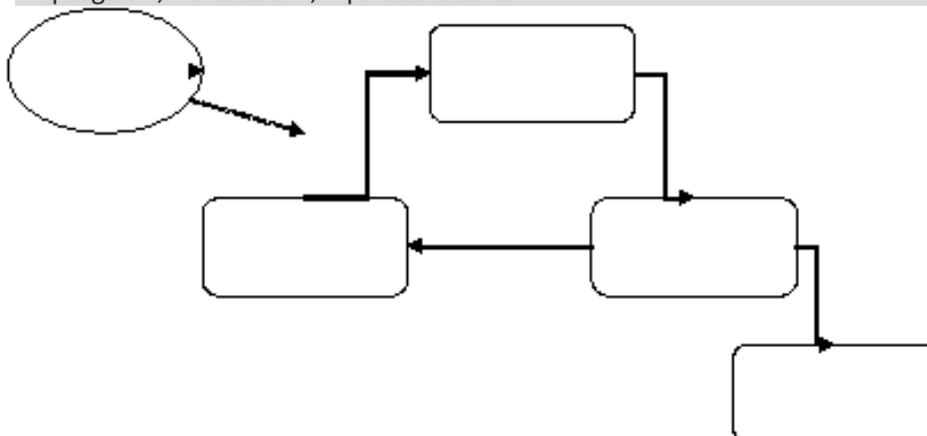
1. **Expliquer** – Expliquez le mode de calcul des 5 principaux prélèvements obligatoires (PO).
2. **Expliquer** – Calculez le poids des 5 principaux prélèvements obligatoires (PO) dans l'ensemble des PO, et comparez le poids de l'impôt sur le revenu à celui de la TVA.

Doc 7 : Austérité ou relance, comment ça marche ?



Dessine-moi l'éco : Austérité ou relance..., par [Dessinemoileco](#)

1. **Définir** - Qu'est-ce qu'une politique de relance ? Qu'est-ce qu'une politique d'austérité ?
2. **Résumer** - Avec les cinq mots suivants, remplissez à partir du texte le schéma ci-dessous résumant l'effet multiplicateur : « dépenses publiques », « consommation et investissement », « épargne », « revenus », « production ».



3. **Expliquer** - Expliquer économiquement ce qu'est l'effet multiplicateur.
4. **Discuter** - Pourquoi certains économistes considèrent-ils que le multiplicateur est inférieur à 1 ?
5. **Expliquer** - Expliquez pourquoi connaître la valeur du multiplicateur est essentiel pour savoir s'il faut pratiquer une politique de relance ou d'austérité pour réduire le poids de la dette dans le PIB.

Keynes : la revanche

Après avoir été malmenée dans les années 70, la politique keynésienne a montré des résultats concluants aux Etats-Unis et au Kenya. Une piste en cas de crise.

La croissance dans la zone euro est molle et une récession pourrait arriver à tout moment. Que feront les gouvernements quand la prochaine crise frappera ? Probablement des plans de relance keynésiens. La proposition fondamentale du keynésianisme en termes de lutte contre la crise est la suivante : la dépense publique stimule l'économie en créant de la demande pour les entreprises et des emplois. Depuis la fin des années 70 et jusqu'à la dernière crise de 2008, cette politique keynésienne a été critiquée par les économistes parce qu'elle semble faire l'hypothèse que les gens sont des benêts plutôt que des agents économiques rationnels. Mais les données donnent largement raison à Keynes : la politique budgétaire peut avoir des effets massifs sur la croissance et l'emploi. En période de vache maigre [= *de récession*], la dépense d'un euro par l'Etat peut augmenter le PIB d'environ deux euros.

Après avoir été adoptées durant la grande dépression des années 30, les politiques keynésiennes ont connu des accros dans les années 70 quand la récession économique a été accompagnée d'une montée de l'inflation. Dans ces circonstances, la politique de relance par la dépense budgétaire risquait d'augmenter plus encore l'inflation. En parallèle à ces problèmes pratiques, une nouvelle critique académique de Keynes a vu le jour. En effet, sa théorie repose sur l'idée que les gens vont dépenser l'argent que le gouvernement met en circulation. Mais si les gens anticipent que les impôts vont augmenter dans le futur pour couvrir le déficit budgétaire d'aujourd'hui, ils n'augmenteront pas leurs dépenses, ils préféreront épargner pour pouvoir payer les impôts. Ainsi, des agents économiques rationnels ne pourraient pas être dupes d'un gouvernement qui va reprendre demain ce qu'il donne aujourd'hui. Si ces critiques sont valides, alors la relance keynésienne ne peut pas stimuler la demande.

Alors, ce type de relance peut-il marcher ? C'est une question qu'on peut se poser théoriquement mais qui in fine a besoin de données empiriques pour être résolue. La dispute peut continuer pendant un moment en partie parce qu'on manque de données fiables en macro[-économie]. Mais récemment, la grande récession a produit de nouvelles données clés sur la relance budgétaire de 2009 aux Etats-Unis. La relance de 2009 fournit un laboratoire idéal pour tester la pertinence des idées keynésiennes en pratique. En effet, l'ampleur du

stimulus [=la hausse des dépenses publiques] a été différente selon les Etats américains. On peut ainsi déterminer son efficacité en comparant les Etats qui ont reçu plus de stimulus avec ceux qui en ont moins reçu.

Un grand nombre d'études ont examiné l'effet du stimulus américain de 2009. Le chercheur Gabriel Chodorow-Reich à Harvard a résumé et comparé ces études. Au niveau des Etats, un dollar de stimulus envoyé par le gouvernement fédéral augmente le PIB d'environ deux dollars, un effet spectaculaire. Peut-on en conclure qu'une dépense d'un dollar au niveau national augmenterait le PIB de tout le pays par deux dollars ? Après avoir examiné les raisons potentielles pour lesquelles l'impact pourrait être différent au niveau local par rapport au niveau national, l'auteur conclut que l'effet d'un stimulus national devrait être similaire à l'effet d'un stimulus local.

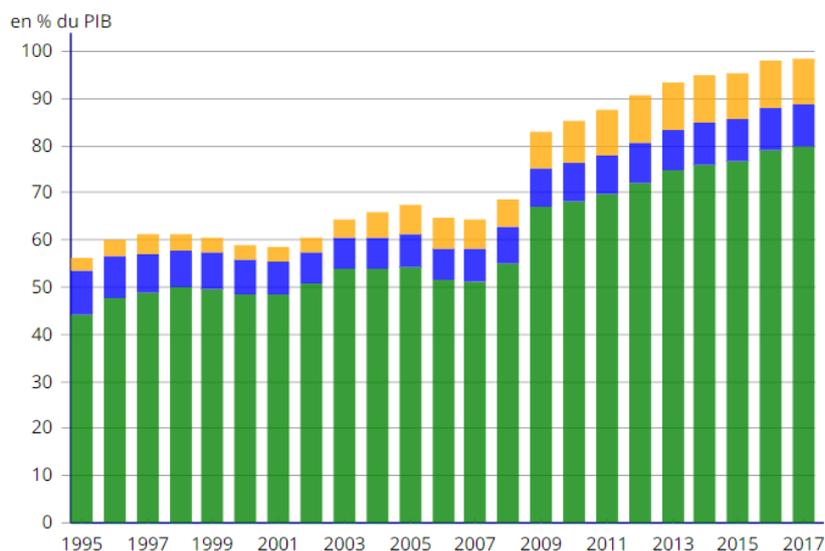
Au Kenya, une expérience confirme l'effet positif du stimulus keynésien sur la croissance. Des villages ont été tirés au sort : ceux qui ont gagné la loterie ont reçu de l'argent pour les villageois, sans conditions aucunes. Ce stimulus a eu des effets très importants : pour un dollar reçu par villageois, l'économie locale a crû de 2,6 dollars, soit un effet encore plus fort que celui du stimulus américain de 2009. Ce résultat est intéressant parce que c'est une expérience randomisée et parce que c'est un contexte différent de pays en voie de développement. Cette recherche suggère que les organismes internationaux pourraient stimuler la croissance dans les pays en voie de développement en donnant directement de l'argent aux gens. Un principe si simple qu'il fallait y penser !

Cela montre qu'il est possible d'augmenter la croissance en stimulant l'économie par la dépense publique. Alors qu'il faut rester prudent sur les dérives potentielles, on peut penser à adapter les règles sur le déficit budgétaire et la dette publique au niveau européen. Ainsi, les gouvernements pourront mieux utiliser le stimulus budgétaire pour faire face à la prochaine crise.

Ioana Marinescu, professeure d'économie à l'université de Pennsylvanie, Libération, 2 décembre 2019

1. **Synthétiser** – Identifiez dans le premier paragraphe la phrase qui résume la théorie du multiplicateur de Keynes.
2. **Expliquer** – Quelles sont les limites de la théories de Keynes expliquées dans le deuxième paragraphe.
3. **Discuter** – Quelles méthodes ont été mises en place par les économistes pour tenter de calculer le montant du multiplicateur aux Etats-Unis après la crise de 2008, ainsi qu'au Kenya ? Avec quels résultats.
4. **Expliquer** – A quoi l'auteur fait-elle référence dans la phrase soulignée ? Pourquoi suggère-t-elle « d'adapter » ces règles ?

Doc 9 – Dette publique française au sens de Maastricht de 1995 à 2017



Note : dette au 31 décembre de chaque année au sens du règlement n° 3605 de la Commission européenne.

Source : Insee, [comptes nationaux](#), base 2014

1. **Décrire** – Présentez l'évolution de la dette publique en France (respectez la méthode : 1. tendance générale, 2. Périodisation)

Doc 10 - « **Qui a peur de la dette publique ?** », entretien avec Bruno Tinel, maître de conférences en économie à l'Université Paris 1 Panthéon-Sorbonne, [Les carnets de l'économie](#), France Culture, Dominique Rousset, juin 2016 (montage, 10m05)

1. **Illustrer** - Face à une dette, il y a une contrepartie. Quelles sont les contreparties de la dette publique ?
2. **Calculer** – Quel est selon l'économiste la richesse par habitant en France due aux administrations publiques ? Comment ce calcul a été effectué ? Quelle est sa source ?
3. **Expliquer** - Expliquez pourquoi le déficit public est très sensible au niveau de l'activité économique (de manière pro-cyclique)
4. **Expliquer** - Pourquoi la dette privée et la dette publique varient généralement en sens inverse ?
5. **Expliquer** – Comment les gouvernements ont-ils réagi après la crise de 2008 en termes de politiques budgétaires ?
6. **Illustrer** – Tracez la courbe en « U » du FMI dont parle Bruno Tinel (précisez le libellé des axes et quelques valeurs, le champ, etc.)
7. **Expliquer** – Quels sont les changements de politiques économiques qui ont eu lieu après les années 1980 et leurs effets sur la dette publique selon Bruno Tinel ?
8. **Expliquer** - Pourquoi cet économiste conteste-t-il que la dette soit un fardeau pour les générations futures et parle plutôt de « conflit de répartition » et d'opposition entre classes sociales ?

Lexique des termes du chapitre

Revenu disponible : Ensemble des revenus dont disposent réellement les ménages pour consommer ou épargner, donc après activité de redistribution de la part des pouvoirs publics. Il résulte de la somme des revenus d'activité et du patrimoine, des prestations sociales, auxquels il faut soustraire les cotisations sociales et des impôts directs.

Consommation : action d'utiliser ou de détruire, immédiatement ou progressivement, un bien ou un service dans le but de satisfaire un besoin.

Epargne : Partie du revenu non consommée.

Effet d'éviction : Baisse de l'investissement et de la consommation privée provoquée par une hausse des dépenses publiques.

Action : Les actions sont des titres de propriété d'une société de capitaux. Les actionnaires participent aux décisions de la société (choix des dirigeants, grandes orientations) et peuvent percevoir une partie des bénéfices réalisés sous forme de dividendes.

Obligation : les obligations sont des titres d'emprunt à moyen ou long terme, émis par une société ou une collectivité publique. Les obligataires sont rémunérés par un intérêt généralement fixe. Elles peuvent être négociées sur le marché financier.

Taux d'intérêt (réel/nominal) : le taux d'intérêt est le loyer de l'argent. Un intérêt est la somme que doit verser, sous forme de revenus, un emprunteur à celui qui lui a prêté de l'argent. Le taux d'intérêt est le pourcentage de ce revenu annuel par rapport à la somme prêtée. L'intérêt est donc un coût pour l'emprunteur et un revenu pour le prêteur. Le taux d'intérêt « nominal » est celui qui est affiché par le prêteur, mais il faut lui retrancher le taux d'inflation pour obtenir le taux d'intérêt réel.

Autofinancement / financement externe: L'auto-financement est le financement de l'investissement d'un agent par sa propre épargne, ce qui évite (ou limite) le financement externe, où l'agent économique recherche des financements auprès d'autres acteurs économiques, soit par emprunt bancaire, soit par émissions de titres sur les marchés financiers (actions ou obligations).

Solde public (déficit/excédent) : Le solde public est la différence entre les recettes et les dépenses publiques. Lorsque les dépenses des administrations publiques sont supérieures à leurs recettes, on parle de déficit public. Dans le cas contraire, on parle d'excédent public.

Dette publique : ensemble des emprunts contractés (et non encore remboursés) par les administrations publiques.

Multiplicateur (de dépenses publiques) : principe selon lequel une dépense publique supplémentaire ou une baisse d'impôt (donc un déficit public supplémentaire) provoque un surcroît de revenu, lequel est au moins partiellement dépensé, ce qui suscite une production supplémentaire et de nouveaux revenus. Par effets d'entraînement successifs, l'accroissement du revenu national engendré peut être plus important que la dépense initiale. On dit alors que le multiplicateur a une valeur supérieure à un.